



Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
Council of Ministers of Education, Canada

**SESSION CONJOINTE DU COMITÉ DE L'ÉDUCATION DE L'OCDE
ET DU COMITÉ DIRECTEUR DU CERI**

RAPPORT DU CANADA

Paris, France
27 octobre, 2004

M^{me} Maria David-Evans
Sous-ministre
Ministère de l'Apprentissage
Alberta, Canada

M. George Mollo y
Directeur
Programmes internationaux et Projets
spéciaux
Conseil des ministres de l'Éducation
(Canada)

M^{me} Satya Brink
Directrice de la recherche stratégique
Ressources humaines et Développement des
compétences Canada

M^{me} Nadia Bourely
Deuxième secrétaire
Délégation permanente du Canada auprès de l'OCDE

1. Le Secrétariat de l'OCDE préparera un compte rendu succinct de la réunion, qui sera disponible sur demande au Secrétariat du CMEC. La documentation citée dans le présent rapport est elle aussi disponible sur demande au Secrétariat du CMEC.
2. L'ordre du jour de la session conjointe a été adopté et le compte rendu succinct de la session conjointe précédente, tenue le 26 mai 2004, a été approuvé (EDU/EC/CERI/M[2004]1).
3. Les personnes présentes à la session conjointe ont pris note des conclusions de la réunion du Groupe de gestion stratégique (GGS) du Projet INES (Indicateurs internationaux des systèmes d'enseignement), tenue les 4 et 5 octobre 2004 (EDU/INES/SMG/M[2004]2).
4. On a signalé aux personnes présentes à la session conjointe que des sièges devaient être remplis au sein du GGS du Projet INES, soit deux places pour le Comité de l'éducation et une place pour le Comité directeur du CERI. Les candidatures ont été soumises et le vote se déroulera électriquement au cours des prochaines semaines.
5. M. Michael Barber, chef de l'unité de prestation de services du premier ministre du Royaume-Uni, a fait une présentation intéressante sur de nouvelles stratégies et de nouveaux instruments utilisés dans son pays pour établir et contrôler les seuils-repères dans divers secteurs des politiques gouvernementales. Sa présentation a donné lieu à un débat animé, mais il s'est dégagé de ces échanges que les pays membres utilisaient divers modèles de reddition des comptes. Étonnamment, M. Barber n'a pas répondu à la question de M^{me} Maria David-Evans sur les répercussions du modèle du Royaume-Uni sur la stratégie de gestion du gouvernement (rapports hiérarchiques entre les ministres et leurs secrétaires permanents), surtout que M. Barber entretient une relation directe avec les secrétaires permanents au nom du premier ministre.
6. M. Andreas Schleicher a présenté le « Programme de travail du Projet INES : établissement des priorités et finances ». Il a mis l'accent sur i) les propositions du GGS du Projet INES (EDU/EC/CERI[2004]4), ii) une proposition pour l'élaboration d'indicateurs sur le personnel enseignant, l'enseignement et l'apprentissage (EDU/EC/CERI[2004]5) et iii) une stratégie pour l'évaluation des compétences des adultes (EDU/EC/CERI[2004]6).
7. Évidemment, cette question a suscité beaucoup d'intérêt et la majorité des personnes déléguées sont intervenues à ce sujet ou ont tenté de le faire. Encore une fois, le manque de temps a limité les discussions, une part importante de la réunion ayant déjà été consacrée à la présentation de M. Barber. **IL SERA IMPORTANT D'INSISTER AUPRÈS DU SECRÉTARIAT DE L'OCDE SUR LA NÉCESSITÉ DE MIEUX GÉRER L'ORDRE DU JOUR DE LA SESSION CONJOINTE.** Ce

n'est pas la première fois que le point le plus important à l'ordre du jour ne bénéficie pas du temps nécessaire pour une discussion en profondeur.

8. Comme prévu, les enjeux de base – i) une hausse d'environ 16 p. 100 des contributions volontaires, ii) l'échéancier d'un projet de sondage auprès du personnel enseignant et iii) le travail pour l'évaluation des compétences des adultes – ont bénéficié d'un soutien très variable.
9. M^{me} Maria David-Evans a signalé l'appui du Canada aux recommandations du GGS au sujet des activités de base, a mis le Secrétariat en garde quant à la pertinence et à la faisabilité d'indicateurs sur le personnel enseignant et a suggéré que le modèle proposé pour ces indicateurs fasse l'objet d'un travail plus poussé (conformément à la suggestion de l'Allemagne voulant que les pays intéressés travaillent sur un projet pilote).
10. Le représentant du Japon a parlé avec forte conviction de la nécessité de réduire davantage le budget du Projet INES et a signalé que son pays n'était pas disposé à accepter la hausse proposée de 16 p. 100 des contributions volontaires.
11. M. Andreas Schleicher a résumé les discussions de la façon suivante :
 - L'enquête auprès du personnel enseignant semble susciter l'intérêt – un projet pilote pourrait éventuellement être mené en 2006.
 - M. Andreas cherche à réduire davantage le budget du Projet INES et fera rapport à la session conjointe.
 - Il continuera à travailler sur les compétences des adultes.
12. Les autorités du Canada devront étudier plus à fond la question des contributions supplémentaires au Projet INES, Affaires étrangères Canada ayant décidé de ne pas inclure la hausse nécessaire au financement du Projet INES dans la contribution globale versée à l'OCDE par le gouvernement du Canada. Cette question est devenue plus urgente, étant donné la possibilité d'une hausse de la contribution volontaire nécessaire au Projet INES en 2005-2006.